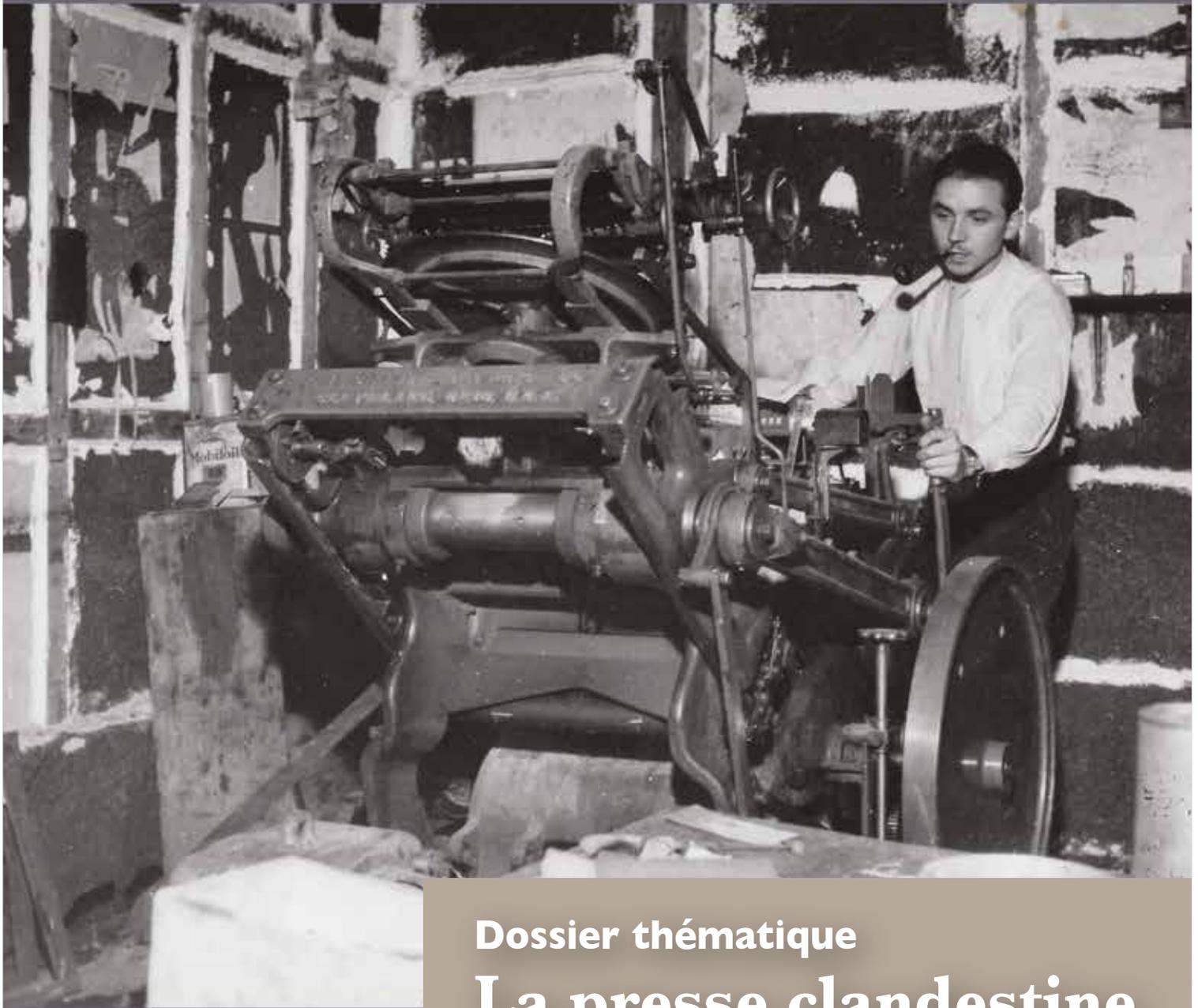


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 118 – septembre 2024 – 5,50 €*



Dossier thématique

**La presse clandestine
en France (1940-1944)**

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Les bons de soutien de la Résistance, une forme de solidarité active

La Résistance ne peut survivre sans le soutien de la population locale dont la complicité et l'aide sont activement recherchés. Des « bons de soutien » sont ainsi vendus sous le manteau aux sympathisants en vue d'apporter une aide matérielle aux résistants victimes de la répression et à leurs familles.

D'abord informelle et spontanée, l'entraide matérielle se structure et s'organise face à l'augmentation des besoins consécutive à une répression de plus en plus forte. Des colis sont envoyés aux résistants emprisonnés et une aide financière est apportée par les organisations de Résistance aux familles de résistants arrêtés.

La solidarité informelle

Pour financer ces aides, des collectes d'argent auprès des sympathisants voient ainsi le jour au sein de la résistance d'obédience communiste. Cette forme de solidarité existait déjà avant la guerre notamment au sein du Parti communiste ou de syndicats ouvriers qui organisaient des collectes d'argent en cas de licenciement ou d'accidents du travail. Elle est donc être réactivée dans le contexte plus compliqué de la clandestinité.

Par exemple, à l'occasion du 14 juillet 1943, des bons de 20 francs aux couleurs nationales sont imprimés et vendus par le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. Les sommes d'argent collectées sont destinées à apporter une aide matérielle aux « familles des patriotes victimes des boches ».

Le verso de ce papillon sert également de support à la propagande en mettant en avant l'action armée des Francs-Tireurs et Partisans français par le biais de la reproduction d'un extrait d'un communiqué régional de Franche-Comté. Le détachement « Guy Moquet » est ainsi mis à l'honneur. Sabotages ferroviaires et de voies navigables, opération contre les traîtres et les collaborateurs sont détaillés pour montrer l'impact sur l'économie de guerre allemande de ces coups d'éclats. Le sabotage fluvial à Aveney en avril 1943 est présenté comme responsable de l'immobilisation du canal du Rhône au Rhin pendant trois semaines. Le trafic sur cette voie navigable sera encore suspendu à la suite du sabotage de « deux écluses près de Besançon » en juin 1943.

Ce soutien financier à la cause de la résistance communiste constitue une première étape. En effet, ce papillon incite

les sympathisants à rejoindre et à s'engager activement dans « les rangs des Francs-Tireurs et Partisans pour renforcer leur action et chasser l'envahisseur ».

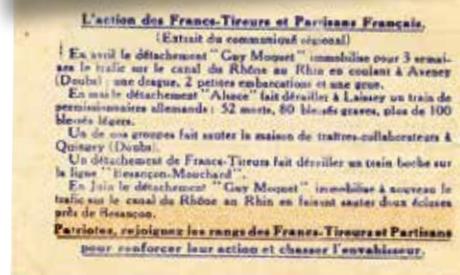
Une organisation qui se structure progressivement

Après l'instauration du STO en février 1943, la Résistance doit répondre aux besoins des réfractaires dont une partie grossit le maquis. Dans ce contexte des formes originales de collecte d'argent vont être imaginées et notamment à l'occasion de bals clandestins.

Des services sociaux chargés d'organiser cette solidarité matérielle vont émerger au sein des mouvements de Résistance et se structurer à la fin de l'année 1943. La résistance communiste compte deux organisations de solidarité : l'Assistance française, rattachée au Front national, et le Secours, populaire lié au Parti communiste clandestin. En zone Sud est créé le service social des Mouvements unis de Résistance. En zone Nord, Défense de la France, Libération Nord, Ceux de la Résistance ou bien encore l'Organisation civile et militaire mettent en place des services sociaux autonomes au sein de leur mouvement⁽¹⁾. Avec l'unification de la Résistance, ces différents services vont donner naissance, en février 1944, au Comité des œuvres sociales des organisations de Résistance (COSOR) dirigé par le RP Chaillet⁽²⁾.

Des collectes originales qui se poursuivent après la Libération

Au moment de la sortie de guerre, les conditions de réinsertion des résistants et des résistantes victimes de la répression sont dures. Au décalage avec la société française en pleine reconstruction s'ajoutent des difficultés matérielles et psychologiques. Dans ce contexte, où l'État ne peut faire face seul à l'ampleur de cette détresse humaine, de nombreuses associations issues de la Résistance et de la Déportation vont fournir une aide sociale d'urgence à leurs ressortissants. Certaines d'entre elles vont faire appel à la



Recto-verso d'un bon de 20 francs détachable vendu par le Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France à l'occasion du 14 juillet 1943 pour venir en aide aux « familles des patriotes victimes des boches ».

générosité du public sous des formes originales rappelant celles utilisées pendant la clandestinité.

C'est notamment le cas de l'association des anciens de Défense de la France. Fin janvier 1944, en vue de diffuser par voie postale son journal clandestin, ce mouvement de Résistance avait imprimé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires un faux timbre à l'effigie de Philippe Pétaïn. Après la Libération, cette contrefaçon postale est vendue au profit des œuvres sociales du mouvement. Lors de l'exposition « Atelier des faux & des imprimeries clandestines de Défense de la France » qui se tient dans les salons de l'hôtel Scribe à Paris (IX^e arrondissement) de décembre 1944 à janvier 1945, ce faux timbre est vendu sous la forme de souvenirs philatéliques⁽³⁾. Cette vente rapporte une dizaine de millions de francs, une manne qui, avant même le retour des déportés, permet à Défense de la France de mettre en place une aide sociale d'urgence pour ses membres ou leurs familles en difficulté mais aussi de prévoir leur réinsertion professionnelle.. ●

Frantz Malassis

(1) Cf. l'article « Solidarité » de Jacqueline Sainclivier in *Dictionnaire historique de la Résistance*, sous la dir. de François Marcot, Bruno Leroux et Christine Levisse-Touzé, Paris, Robert Laffont, 2006, p. 982-983.

(2) Jean-Pierre Levy, chef national du mouvement Franc-Tireur et co-fondateur de la Fondation de la Résistance sera administrateur du COSOR à partir de 1947 et son président à partir 1972.

(3) Cf. *Philippe Viannay, Du bon usage de la France*, Paris, éd. Ramsay, 1988, p. 214-215.

En couverture : Une des imprimeries clandestines du mouvement Défense de la France. Une presse Craftmann est installée dans un lavoir désaffecté impasse Guéménée à Paris. Coll. Fondation de la Résistance/photo Défense de la France.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

La presse clandestine en France (1940-1944)

- La presse clandestine en France (1940-1944)..... **p. I à V**
Par Fabrice Grenard et Frantz Malassis
- De Gaulle vu par la presse clandestine..... **p. VI**
Par Frantz Malassis et Fabrice Grenard
- La ronéo, un duplicateur adapté au combat clandestin..... **p. VII**
Par Frantz Malassis
- L'exemple de Défense de la France..... **p. VIII**
Par Fabrice Grenard et Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance. p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance..... p. 4-7-8

Hommage p. 5

À lire..... p. 5

Les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance..... p. 6

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance.
Directeur délégué de la publication: Jean-François Treffel, directeur général de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis.
Comité de rédaction: Raphaëlle Bellon, Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Laurent Thiery.
Contributeurs : Maurice Bleicher.
Fichier des abonnés: Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression: humancom – 1 rue Claude Matrat – 92130 Issy-les-Moulineaux.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 118: 5,50 €
Commission paritaire n° 1125A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal: septembre 2024

Cet été les commémorations du débarquement de Provence, le « débarquement oublié », et de la libération de Paris ont été l'occasion de rappeler aux Françaises et aux Français combien a été important le rôle de la Résistance dans la libération de la France. La Fondation de la Résistance a participé aux commémorations d'août et va continuer, dans les prochaines semaines, à intervenir sur ces thématiques de la Libération, notamment aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois⁽¹⁾.

Lors du débarquement de Provence la participation française est beaucoup plus importante que lors du débarquement de Normandie.

Le 19 août 1944, le général de Lattre de Tassigny, commandant de l'Armée B qui deviendra ensuite la 1^{ère} Armée française reçoit du général Patch, commandant la 7^{ème} Armée américaine, l'ordre de prendre les villes de Toulon et de Marseille. Le 29 août, de Lattre assiste dans cette dernière au défilé de l'armée d'Afrique sur la Canebière. Les opérations ont été facilitées par l'insurrection déclenchée le 21 août. L'action de la Résistance permet aux troupes franco-américaines de progresser plus rapidement que prévu dans le Sud-Est. Jouant le rôle d'éclaireurs, multipliant les embuscades, attaquant les garnisons, harcelant sans relâche l'ennemi sur ses arrières, les maquisards et les FFI vont faciliter la remontée du couloir rhodanien aux troupes alliées. Par ses actions et sa détermination, la Résistance a grandement accéléré le calendrier de la libération du Sud-Est de la France et par conséquent celui de la fin de la guerre.

La Libération de Paris est l'illustration parfaite d'une insurrection réussie avec l'aide des Alliés. Elle montre qu'une coordination entre la Résistance et les Alliés était indispensable pour éviter que les Allemands ne répriment dans le sang les insurgés, comme ce fut le cas à Varsovie.

Mais la Résistance ne saurait se résumer à une lutte militaire et politique contre l'occupant allemand et le régime de Vichy, elle a été aussi et surtout un combat spirituel et moral. Elle était porteuse de valeurs humanistes et républicaines. C'est au nom de ses valeurs et grâce à un large consensus autour d'elles qu'a pu être instaurée une société plus juste à la Libération. C'est d'ailleurs bien la volonté de lier ces deux thématiques qui explique le choix du thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2024-2025 : « Libérer et refonder la France (1943-1945) ». Pierre angulaire de la transmission de cette histoire et de cette mémoire, ce concours permet chaque année de transmettre les valeurs de la Résistance auprès de plus de 30 000 collégiens et lycéens. Comme tous les ans, la Fondation s'y investira cette année pleinement en proposant des ressources aux candidats et candidates, en participant à des formations académiques, en animant conférences et ateliers en établissements scolaires.

La Résistance a donc aussi laissé un héritage moral qui a façonné la société française contemporaine. Cet héritage, les résistants et résistantes ont souhaité le transmettre aux jeunes générations. C'est pourquoi, en 1993, venant de tous les horizons de pensée, ils ont créé la Fondation de la Résistance pour qu'une structure dynamique leur survive.

Placée sous le haut patronage du Président de la République, reconnue d'utilité publique, la Fondation de la Résistance encourage la recherche historique et développe une importante activité pédagogique notamment grâce au Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Que vous soyez ou non familialement lié à un ou des résistants, aidez-nous à maintenir vivants ces ferments civiques auprès de la jeunesse. Donnez-nous les moyens de poursuivre cette mission d'intérêt général.

Faites un legs ou un don à la Fondation de la Résistance⁽²⁾ ! ●



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

(1) À l'occasion de la célébration du 80^{ème} anniversaire des débarquements et de la Libération de la France, la Fondation a mené un ensemble ambitieux d'actions que vous trouverez détaillé aux pages 7 et 8.

(2) Vous trouverez au centre de ce numéro un coupon détachable « Dons et legs à la Fondation de la Résistance ».

La Fondation aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois

Comme chaque année, la Fondation de la Résistance sera présente aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois du 10 au 13 octobre prochains. La Fondation y tiendra un stand avec toutes ses publications et participera à plusieurs conférences et tables rondes.

Les activités pédagogiques de la Fondation

La fin du printemps 2024 a été marquée par de dernières interventions en établissements scolaires et un investissement fort dans le CNRD. L'été a permis de préparer l'engagement de la Fondation dans la prochaine session de ce concours et d'élaborer des projets avec les établissements scolaires pour l'année 2024-2025.

Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD)

La cérémonie nationale de remise des prix du CNRD pour la session 2022-2023 (« L'École et la Résistance : des jours sombres aux lendemains de la Libération. 1940-1944 »), dont la brochure avait été coordonnée par la Fondation de la Résistance, s'est tenue le 27 mai 2024 dans le cadre de la journée nationale de la Résistance. Les lauréats et lauréates ont été récompensés pour leurs travaux au cours d'une belle cérémonie qui s'est tenue en présence de Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse ; de Patricia Miralles, secrétaire d'État chargée des Anciens Combattants ; de Vincent Duclert, IGESR, président du collège national des correcteurs et correctrices ; de Gilles-Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance. Organisée au lycée Louis-le-Grand à Paris, elle était présentée par Xavier Mauduit, journaliste à France Culture, producteur et animateur de l'émission *Le Cours de l'histoire*. La Fondation a offert de nombreux prix et a remis, comme tous les ans, le prix Lucie et Raymond Aubrac. Les lauréats et lauréates ont ensuite pris une part active à la cérémonie de ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe, à laquelle ont également participé les élèves du collège Georges Brassens (Gironde) et le collège Honoré de Balzac (Seine-Saint-Denis).

La session 2023-2024 du CNRD, dont le thème était « Résister à la Déportation en France et en Europe » s'est clôt fin mars. Après avoir participé aux travaux de différents jurys départementaux et académiques, la Fondation de la Résistance a pris part, au cours de l'été, aux activités du collège national des correcteurs et correctrices, qui se réunira mi-septembre.

La Fondation est également pleinement investie dans la préparation de la session 2024-2025 du concours, qui portera sur le thème suivant : « Libérer et refonder la France, 1943-1945 ». L'équipe de la Fondation de la Résistance a rédigé plusieurs articles pour la prochaine brochure nationale à paraître en octobre, et coordonnée cette année par la Fondation Charles de Gaulle et la Fondation de la France libre. Raphaëlle Bellon, responsable des activités pédagogiques, prépare également des ressources complémentaires en lien avec le rôle de la Résistance intérieure, qui seront mises en ligne à l'automne.



Le 27 mai 2024, au lycée Louis-le-Grand à Paris, cérémonie de remise des prix aux lauréats et lauréates nationaux du CNRD.

Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse ; Patricia Miralles, secrétaire d'État chargée des Anciens Combattants ; Vincent Duclert, IGESR, président du collège national des correcteurs du CNRD, Gilles-Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance avec les lauréats et lauréates du collège Marcelle Pardé de Dijon (catégorie travaux collectifs).

Ateliers pédagogiques et conférences

À l'invitation de Michèle Soult, présidente de l'Association des Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation de Charente, et de Michael Kokkelink-Leprieur, enseignant à l'école primaire de Torsac, la Fondation de la Résistance est intervenue auprès d'une classe de CM1-CM2. L'atelier pédagogique proposé portait sur les enfants juifs cachés.



Le 10 juin 2024, à l'école primaire de Torsac (Charente).

Les élèves participent à un atelier pédagogique proposé et animé par Raphaëlle Bellon, responsable des activités pédagogiques.

À partir d'un petit livret réalisé par Raphaëlle Bellon, les élèves ont retracé la trajectoire d'un adolescent juif caché avec son jeune frère puis engagé dans la Résistance, et ont pu manipuler des documents d'archives.

Plusieurs interventions en établissements scolaires dans différentes académies sont déjà prévues pour l'année scolaire 2024-2025. Par ailleurs, des projets pédagogiques sont en cours de finalisation avec différents établissements dans toute la France, et même avec un établissement français à l'étranger : le lycée français René Descartes de Phnom-Penh au Cambodge.

Enfin, la Fondation de la Résistance proposera plusieurs ateliers pédagogiques aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois, qui se tiendront du 9 au 13 octobre et dont le thème pour cette édition 2024 est « la ville ».

Autres actualités

La Fondation de la Résistance a publié en mai 2024 sa huitième lettre d'actualité à destination des enseignants et enseignantes qui résumait comme à chaque numéro les actualités de la Fondation, l'actualité éditoriale (publications) et culturelle (podcasts radio ou télévisés, expositions, conférences) sur la Résistance. La proposition pédagogique fournissait des pistes pour aborder le rôle des femmes dans la Résistance.

Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard siégeront de nouveau à la rentrée 2024, sur proposition d'Olivier Dautresme (IA-IPR d'histoire-géographie dans l'Académie de Paris, délégué académique à la mémoire, à l'histoire et à la citoyenneté) au comité académique de la Mission Libération pour l'Académie de Paris. ●

RB

LA PRESSE CLANDESTINE EN FRANCE (1940-1944)



Imprimerie clandestine du mouvement Défense de la France, rue de l'Université à Paris.

Coll. Fondation de la Résistance/Photo Défense de la France.

SOMMAIRE

- La presse clandestine en France (1940-1944) p. I à V
Par Fabrice Grenard et Frantz Malassis
- De Gaulle vu par la presse clandestine p. VI
Par Frantz Malassis et Fabrice Grenard
- La ronéo, un duplicateur adapté au combat clandestin p. VII
Par Frantz Malassis
- L'exemple de Défense de la France p. VIII
Par Fabrice Grenard et Frantz Malassis

L'apparition d'une presse clandestine fut l'un des premiers actes de résistance en France sous l'occupation allemande. Entre 1940 et 1944, plus de 1 200 journaux clandestins ont vu le jour. À ses débuts fin 1940, le tirage se limite à quelques feuilles imprimées maladroitement en quelques exemplaires. La presse clandestine ne cesse ensuite d'accroître ses tirages tout au long de la période pour atteindre en 1944 une diffusion aussi importante que celle de la presse officielle. Ces journaux clandestins ont d'abord pour objectif de fournir une information non censurée sur l'Occupation et la collaboration mais aussi sur les événements militaires. La presse légale est en effet contrôlée par les Allemands et le régime de Vichy. Le rôle de ces journaux clandestins est aussi de mobiliser l'opinion afin de la pousser à agir. Leur existence a par ailleurs considérablement contribué à structurer et organiser la Résistance intérieure dans le cadre de mouvements qui se développent dans les deux zones, la zone Sud dite « libre » et la zone occupée au Nord.

La presse clandestine en France (1940-1944)

Par Fabrice Grenard et Frantz Malassis

Réveiller une opinion traumatisée par la défaite

Le traumatisme de la défaite entraîne un mélange de résignation et d'abattement chez une majorité de Français. Pour beaucoup, l'armistice a été (sans que cela n'exclut d'autres sentiments) comme un soulagement car il mettait fin aux combats. Le nouveau pouvoir qui se met en place à Vichy au cours de l'été 1940 enfonce le clou. Annonçant les conditions de l'armistice aux Français le 25 juin 1940, le maréchal Pétain leur demande d'accepter leur sort : « Vous avez souffert. Vous souffrirez encore. Votre vie sera dure ». La presse officielle met en avant la fidélité au maréchal Pétain, exalte sa politique de Révolution nationale, défend la collaboration et invite les Français à se conformer aux exigences allemandes.

Dans un tel contexte, l'opinion devient vite un enjeu. L'une des premières formes de résistance à se développer prend donc la forme d'actions pour réveiller l'opinion. Des tracts et papillons réalisés de façon artisanale ou de simples graffitis affichent un refus de la défaite, un soutien aux Britanniques ou au général de Gaulle, une opposition à l'égard des Allemands ou du gouvernement installé à Vichy. Dès le 17 juin 1940, en réponse au maréchal Pétain qui a appelé dans son premier discours radiodiffusé les Français « à

cesser le combat » tout en annonçant l'ouverture de négociations en vue d'un armistice, Edmond Michelet fait diffuser à Brive-la-Gaillarde des tracts reprenant des citations patriotiques de Péguy et commençant par « Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend ». Au cours de l'automne 1940, ces actions, qualifiées par le régime de Vichy de « menées antinationales » se multiplient. L'échec rencontré par la Luftwaffe lors de la bataille d'Angleterre entraîne une recrudescence de tracts et d'inscriptions favorables à la Grande-Bretagne ou au général de Gaulle.

Alors que la presse légale fait l'objet d'un double contrôle de la part des autorités allemandes et vichystes, les premiers journaux clandestins qui cherchent à contrer la propagande officielle apparaissent à la même période. Le plus important et le plus diffusé de ces journaux est *L'Humanité*, le journal du parti communiste, qui est reparu dans la clandestinité depuis l'automne 1939 et l'interdiction du parti par le gouvernement Daladier. Mais du fait du pacte germano-soviétique signé entre Hitler et Staline en août 1939, ce journal adopte une ligne spécifique qui consiste à multiplier les attaques contre le régime de Vichy dirigé par le maréchal Pétain, en dénonçant sa politique répressive, autoritaire, antisociale et anti-démocratique ; tout en limitant celles portées contre l'occupant allemand. En condamnant la



© Service historique de la Défense, Vincennes

En 1944, la presse clandestine forte d'environ 1 200 titres reflète la diversité des courants de pensée de la Résistance.

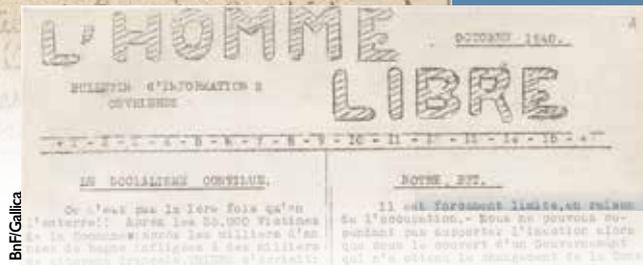


▲ L'Humanité clandestine n° 81 du 3 octobre 1940.

poursuite d'une guerre qualifiée « d'impérialiste » et en appelant à ne soutenir « ni Londres, ni Berlin », le journal communiste, s'il ne se pose pas en faveur de l'Allemagne, ne soutient pas pour autant les Alliés. Cette position se maintient jusqu'au printemps 1941, avant que la création du Front national, en mai, et surtout l'attaque de l'URSS par le Reich, en juin, ne conduisent le parti à renouer avec un discours antifasciste et patriotique.

Si L'Humanité clandestine constitue donc un cas particulier, l'automne 1940 voit apparaître les premiers journaux clandestins qui naissent dans le contexte de l'Occupation. Cette presse clandestine se donne pour objectif de diffuser des informations non accessibles sur l'évolution du conflit du fait de la censure, mais aussi de dénoncer l'exploitation de la France par le Reich et la soumission de l'État français aux Allemands.

En zone occupée, le premier journal clandestin connu paraît en septembre 1940 sous le titre *La Vérité française*. Il est l'œuvre d'un petit groupe de résistants constitué à Versailles autour du comte Jean de Launoy. En octobre à Paris paraît *Pantagruel*, fondé par Raymond Deiss, un éditeur de musique qui imprime le journal sur les presses de sa maison d'édition musicale. À cette même date, dans le Nord qui connaît une occupation allemande spécifique du fait de son rattachement au commandement militaire de Bruxelles, l'ancien maire socialiste de Roubaix Jean-Baptiste Lebas fonde un « bulletin d'informations ouvrières » intitulé *L'Homme libre*, diffusé dans les milieux socialistes. Le 15 décembre 1940 voit l'apparition à Paris



du premier numéro du journal *Résistance* réalisé par le petit groupe de résistants constitué au sein du musée de l'Homme autour de Boris Vildé, Anatole Lewitsky et Yvonne Oddon. Son éditorial débute en ces termes : « Résister ! C'est le cri qui sort de votre cœur à tous, dans la détresse où vous a laissé le désastre de la Patrie ». En zone Sud, qui n'est pas occupée et où les soutiens en faveur du maréchal Pétain sont plus massifs, les initiatives apparaissent moins nombreuses et plus tardives. La première publication clandestine importante est l'œuvre de l'universitaire François de Menthon : fin novembre 1940, il publie *Liberté*. Si la ligne éditoriale marque un refus clair de l'armistice et de la politique de collaboration avec le Reich, en revanche, elle n'est pas en rupture à l'égard du maréchal Pétain.

Après ces initiatives pionnières, c'est surtout au cours des premiers mois de l'année 1941 que se développe la presse clandestine. *Valmy*, fondé par un professeur du lycée Buffon à Paris, Raymond Burgard ; *Libération Nord* fondé par l'ancien syndicaliste Christian Pineau ou *Défense de la France* fondé par l'étudiant Philippe Viannay sur les bancs de la Sorbonne ; figurent parmi les principaux journaux clandestins de la zone occupée. En zone Sud, *La Dernière Colonne*, formée par un petit groupe constitué autour du journaliste Emmanuel

d'Astier de la Vigerie, qui devient *Libération-Sud* en juillet 1941 ; *France-liberté*, créé à Lyon et qui devient *Franc-Tireur* sous la direction de Jean-Pierre Levy à l'automne 1941 ou encore *Vérités*, créé par Henri Frenay et Berty Albrecht en août 1941 ; constituent les titres les plus importants.

S'il ne faut pas exagérer l'impact de ce genre de publication clandestine, qui reste forcément modeste du fait d'une diffusion limitée par les circonstances, l'existence de journaux clandestins aux titres souvent très révélateurs (*Résistance*, *Libération*, *Franc-Tireur*) constitue un symbole très fort dans la nuit de l'Occupation. Le fait que les éditions soient datées et numérotées indiquent que derrière ces publications existent déjà de petites organisations capables d'agir dans la durée là où la réalisation d'un tract peut se faire de façon isolée. « *Résistance... ceux qui voient, dans ce triste mois de décembre 1940, en lettres pâles à peine détachées par le tirage médiocre d'un stencil, ce mot merveilleux surgi de l'ombre en ont les larmes aux yeux. Il ne s'agit que de deux pages multitraitements recto et verso, de quatre pages d'un texte aussitôt lu, avidement, et relu en pleurant. Le sous-titre est orgueilleux et magique : Bulletin officiel du Comité national de Salut Public* » témoigne par exemple le journaliste et résistant Claude Bellanger qui a pu découvrir à la fin de l'année 1940 le journal diffusé par le réseau dit du musée de l'Homme⁽¹⁾.

◀ L'homme libre d'octobre 1940.

Fondé dans le Nord par l'ancien maire socialiste de Roubaix Jean-Baptiste Lebas, ce journal clandestin est diffusé dans les milieux socialistes.

Des moyens de productions rudimentaires

Les débuts de la presse clandestine sont difficiles car les moyens manquent considérablement. Si le parti communiste a déjà une solide expérience dans la réalisation et la diffusion d'un journal et peut utiliser du matériel d'impression caché au moment de l'interdiction du parti, ce n'est pas le cas des autres organisations résistantes qui se lancent dans la création ex nihilo de journaux. Une telle entreprise nécessite des sommes d'argent qui font défaut aux premiers résistants. Henri Frenay, l'un des pionniers de la Résistance en zone Sud, sollicite des industriels et hommes d'affaires pour tenter de financer l'organisation qu'il tente de mettre en place et le journal clandestin qu'il souhaite diffuser⁽²⁾. Mais il se heurte à de nombreux refus et ne parvient à collecter que quelques dizaines de milliers de francs, une somme bien insuffisante au regard de ce qu'il cherche à entreprendre. La pénurie de papier et d'encre qui s'installe dès l'automne 1940, le contrôle très strict des moyens de reproduction exercé par les autorités compliquent également considérablement les choses. La nécessité d'échapper à la répression, qui se resserre dès la



▲ Parmi les premiers titres mis en circulation, beaucoup ne durent que le temps de quelques numéros faute de moyen ou à cause de la répression.

C'est le cas du journal *Pantagruel* publié à Paris par Raymond Deiss, éditeur de musique en décembre 1940. Ce journal disparaît du fait de l'arrestation de son unique contributeur avant la fin de l'année 1942.



▲ Premier numéro du journal Résistance, Bulletin officiel du comité national de salut public daté du 15 décembre 1940.

Ce journal est né de la volonté d'un noyau de résistance constitué au sein du musée de l'homme autour notamment de Boris Vildé et d'Yvonne Oddon.



© Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne (AAMRN)



Imprimerie pour enfant (4 x 12 x 9 cm), achetée au rayon jouets du Bazar de l'Hôtel de Ville à Paris pour contourner les interdictions visant le matériel d'impression. Elle a permis de réaliser le premier numéro du journal clandestin *Valmy*.

© Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon

fin de l'année 1940 et le début 1941 sur les premiers noyaux de résistance, oblige à entourer la réalisation des premiers journaux clandestins de nombreuses précautions, ce qui en limite forcément les tirages et la diffusion. Dans de telles conditions, la différence est parfois ténue entre les premières feuilles clandestines et de simples tracts. Les premiers journaux se limitent souvent à un simple recto verso de mauvaise impression.

Faute de moyens et d'équipements adéquats, les premiers procédés d'impression utilisés par les résistants sont particulièrement rudimentaires. Le premier numéro du journal *Valmy*, celui de janvier 1941, a été imprimé par Raymond Burgard à l'aide d'une imprimerie pour enfant. En raison du faible nombre de caractères mobiles pouvant tenir sur le tampon (quatre lignes) il a fallu près d'un mois pour imprimer 50 exemplaires de *Valmy* (quatre colonnes s'étalant sur un recto-verso). L'une des méthodes de reproduction les plus fréquemment utilisées consiste à dupliquer les textes du futur journal à l'aide d'une machine à écrire sur le cylindre de laquelle est placée une succession de feuilles de papier classique alternant avec du papier carbone. En frappant la feuille de papier, les caractères de la machine viennent retranscrire le texte sur les autres feuilles placées en dessous grâce au carbone. Cette méthode reste très lente et peu rentable puisqu'elle permet d'obtenir une demi-douzaine d'exemplaires au maximum en plus de l'original. En décembre 1940, le syndicaliste Christian Pineau publie le premier numéro du journal *Libération Nord* en sept exemplaires grâce à cette technique. Dans ses mémoires, il rappelle que les « exemplaires sont envoyés par la poste à l'adresse de camarades qui possèdent des Ronéos ⁽³⁾ ». La ronéo, petite machine à polycopier souvent utilisée par les organisations politiques, syndicales ou professionnelles pour de petits tirages, constitue le matériel d'impression le plus utilisé par les résistants. Jusqu'en 1943, la presse clandestine est davantage ronéotée qu'imprimée. Les capacités de tirage limitées expliquent également que sur de nombreux titres clandestins figure la formule « ne jeter pas ce journal, faites-le circuler » : la diffusion de la main à la main doit venir pallier le petit nombre d'exemplaires pour permettre une diffusion la plus large possible.

Du fait de ce contexte difficile, les tirages restent relativement faibles, y compris pour les principaux titres, se limitant à quelques milliers : trois mille

exemplaires pour le premier numéro de *Défense de la France* en août 1941, 5 000 exemplaires pour le premier tirage de *Libération Sud* en juillet 1941, 6 000 exemplaires pour le premier numéro du *Franc-Tireur* en décembre 1941 ⁽⁴⁾.

Du journal au mouvement

Parmi les premiers titres mis en circulation, nombreux sont ceux qui ne durent que le temps de quelques numéros faute de moyen ou en cause de la répression. C'est le cas surtout en zone Nord où, du fait de l'Occupation et d'une répression plus accrue, la plupart des journaux clandestins fondés à l'automne 1940 ne survivent pas à l'année 1941. *Résistance*, réalisé par le réseau dit du musée de l'Homme, ne connaît que cinq numéros et cesse de paraître après la chute de l'organisation au cours du printemps 1941. *Pantagruel*, publié par Raymond Deiss, en octobre 1940 à Paris, disparaît en octobre 1941 du fait de l'arrestation de son fondateur et unique contributeur. *Valmy* édité par Raymond Burgard, connaît le même sort, mais il réapparaît au début de 1943.

À l'inverse, d'autres journaux vont se maintenir dans le temps et jouer un rôle décisif dans la structuration de la Résistance, permettant ainsi



Les tirages des journaux clandestins restent relativement faibles : trois mille exemplaires pour le premier numéro de *Défense de la France* en août 1941, 5 000 exemplaires pour le premier tirage de *Libération Sud* en juillet 1941, 6 000 exemplaires pour celui du *Franc-Tireur* en décembre 1941.

le passage d'actions au départ individuelles et isolées à des actions plus collectives et organisées. La rédaction d'un journal nécessite des contributions importantes, à la fois pour écrire les textes mais aussi les imprimer. La diffusion du journal sur une large échelle ensuite ne peut se faire que grâce à des intermédiaires chargés de le transporter et de nombreux diffuseurs locaux. Cela entraîne la mise en place d'une organisation pyramidale avec des responsables et des équipes à tous les niveaux (régional, départemental, local). L'existence d'un journal permet de faire connaître la ligne à suivre, les mots d'ordre et les consignes, indispensables au bon fonctionnement de toute organisation politique. Sa diffusion constitue enfin le meilleur moyen de faire connaître l'organisation qui en est à l'origine et de recruter de nouveaux volontaires dans la population.

D'un journal, on passe ainsi le plus souvent au cours de l'année 1941 à une véritable organisation de résistance, qui devient un mouvement. Les journaux clandestins *Libération Nord* ou *Défense de la France* deviennent au cours de l'année 1941 deux des principaux mouvements de la zone occupée. En zone Sud, les journaux *Liberté*, créé par l'universitaire François de Menthon ; *Libération Sud* du journaliste Emmanuel d'Astier de la Vigerie ; *Franc-Tireur* de Jean-Pierre Levy ou encore *Vérités*, créé par Henri Frenay et Bertly Albrecht, servent de base à la constitution des mouvements les plus importants. En novembre 1941, François de Menthon et Henri Frenay décident d'unir leurs efforts en fusionnant leurs deux publications et organisations au sein de *Combat*, qui s'impose comme le principal mouvement de zone Sud.

Professionnalisation des conditions de fabrication et augmentation des tirages

Née de façon quasi artisanale en 1940 et 1941, la presse clandestine connaît une évolution importante en 1942 et surtout 1943 grâce à la croissance des principaux mouvements de Résistance, aux moyens financiers supplémentaires qui leur sont accordés par la France libre, et à l'augmentation de leur lectorat au sein de la société française.

Alors que la Résistance ne cesse de gagner en ampleur dans le pays, le nombre de journaux clandestins connaît une véritable explosion. Outre les titres déjà évoqués qui se maintiennent tout au long de la période, des journaux plus spécialisés se développent également, qui ciblent des milieux professionnels ou des catégories particulières : *L'Université libre* s'adresse aux enseignants et aux étudiants, *Les Lettres françaises* aux milieux littéraires, *Le Palais libre* aux magistrats et aux avocats. Aux journaux diffusés par les mouvements s'ajoutent également des titres

André Bollier alias Velin, Carton, Alpha ou Lefranc.

Recruté par le mouvement Combat en 1941, André Bollier a réussi à développer un réseau qui compte jusqu'à 14 imprimeries. En avril 1943, il installe une imprimerie clandestine rue Viala à Lyon.

Arrêté à Lyon par la Gestapo, le 8 mars 1944, André Bollier est écroué au Fort Montluc où il est torturé sans que les Allemands ne parviennent à l'identifier. Conduit à l'École de santé militaire de Lyon, il s'évade le 2 mai 1944. Il reprend son activité dans son imprimerie clandestine de la rue Viala. Le 17 juin 1944, cette imprimerie est assiégée par la Gestapo et 150 miliciens. Avec trois de ses camarades présents, il engage le combat. Parvenu à sortir dans la rue avec Marie Guézennec, il est blessé par un tir et se suicide d'une balle dans le cœur pour ne pas être pris vivant.

À droite, journal clandestin *Combat* n°45 du 15 juin 1943.

©Musée de l'Ordre de la Libération



BnF/Gallia

émanant d'organisations politiques ou syndicales plus traditionnelles qui ont rejoint la Résistance comme la CGT (*La vie ouvrière*) ou le parti socialiste (*Le Populaire* reparait en zone Sud à partir de mai 1942 sous l'impulsion de Daniel Mayer). La majorité des journaux sont écrits en français mais on en trouve également dans des langues régionales (alsacien, corse...) ou étrangères (italien, espagnol, allemand, yiddish...). Certains titres en allemand sont destinés aux occupants, pour démoraliser la troupe notamment et l'inciter à désertier, comme le montre l'exemple du journal *Der Soldat im Westen* dirigé par l'Allemand Otto Niebergall et l'Autrichien Leo Langer et édité par la MOI en région parisienne.

À partir de 1943, les conditions de fabrication des grands journaux clandestins se professionnalisent considérablement. Elles sont désormais très éloignées des premières impressions effectuées grâce à de simples ronéos. Les mouvements disposent de leurs propres infrastructures avec des ateliers typographiques et de véritables imprimeries clandestines équipées de matériel moderne. Cela leur permet d'augmenter leur tirage et de déjouer plus facilement la répression grâce à l'existence de plusieurs sites d'impression dispersés sur l'ensemble du territoire. Au début de 1944, l'impact de la presse clandestine change considérablement d'échelle avec un tirage total à deux millions d'exemplaires, ce qui lui donne autant de lecteurs potentiels que la presse officielle contrôlée par le régime de Vichy.

En zone Nord, le principal tirage est celui de *Défense de la France*, qui s'élève à 450 000 exemplaires en janvier 1944. Les conditions de réalisation du journal n'ont plus grand-chose à voir avec les débuts de la période, lorsqu'il était imprimé grâce à une petite Rotaprint cachée dans les caves de la Sorbonne. L'organisation dispose désormais de plusieurs imprimeries clandestines équipées de machines

performantes. En zone Sud, *Combat* tire au début de 1944 à 300 000 exemplaires. Recruté par le mouvement en 1941, le polytechnicien André Bollier a réussi à développer un réseau qui compte jusqu'à 14 imprimeries et à se procurer en avril 1943 une machine imposante, une Minerve de 5 tonnes, installée dans une imprimerie clandestine rue Viala à Lyon. Il importe d'Allemagne grâce à une société fictive plusieurs tonnes de rouleau de papier⁽⁵⁾.

Un impact croissant sur l'opinion publique

S'il restait en 1940-1941 relativement limité du fait d'une faible diffusion, l'impact de la presse clandestine sur l'opinion apparaît beaucoup plus important à partir de 1942 alors que les tirages augmentent considérablement. Le printemps 1942, avec le retour au pouvoir de Pierre Laval, marque la fin de l'ambiguïté de certains journaux à l'égard du régime de Vichy et du maréchal Pétain. Ceux qui avaient pu croire à un « double-jeu du maréchal Pétain » rompent désormais totalement avec Vichy. C'est le cas d'Henri Frenay par exemple qui écrira en mai 1942 dans *Combat* « une lettre au maréchal Pétain » qui marque une rupture définitive avec le chef de l'État français « Depuis février 1941, de capitulation en capitulation, vous avez patronné la plus lâche des politiques [...] Tout est clair maintenant, le mythe Pétain a vécu. Vos étoiles s'éteignent ». Cette évolution permet de faire tomber des barrières susceptibles d'opposer les organisations résistantes entre elles du fait d'un positionnement différent à l'égard de Pétain et de Vichy. Elle ouvre la voie au rapprochement entre les mouvements de zone Sud qui sont désormais tous sur la même ligne politique à l'égard du régime. Pour la première fois, des appels communs sont diffusés dans les

principaux journaux de zone Sud à l'approche du 1^{er} mai 1942 pour que la population se mobilise dans la rue afin de montrer son opposition au gouvernement de Pierre Laval et à sa politique de collaboration. Dans plusieurs villes, ces appels sont très suivis, montrant que l'audience de la Résistance s'étend. La manifestation la plus importante se déroule à Lyon. Depuis la petite chambre qu'il loue au 72 rue de la Charité (7^e), Jean Moulin assiste à la mobilisation des Lyonnais à l'appel des organisations clandestines. Il câble à Londres : « *Mouvements ont diffusé 120 000 journaux et 250 000 tracts pour 1^{er} mai. [...] Entre 18h30 et 19h30, 500 000 personnes ont défilé Place Carnot. À 19h30, 1000 personnes massées devant statue République ont chanté La Marseillaise et crié "Vive de Gaulle ! Laval au poteau !"* ».

Après ce premier succès, les appels à la tenue de défilés patriotiques dans les principales villes le 14 juillet, fête nationale interdite par le régime de Vichy, se font plus nombreux.. Là encore, ils sont largement entendus. Dans la plupart des grandes villes de la zone Sud (Lyon, Marseille, Toulouse, Grenoble, Saint-Étienne, Clermont-Ferrand), des manifestations de grande ampleur se développent mobilisant souvent plusieurs dizaines de milliers de personnes. Elles prennent la forme de regroupements près des espaces civiques symboliques comme les mairies, les monuments aux morts, les places de la République. Les slogans d'hostilité à l'égard du pouvoir en place sont très nombreux, tout comme les soutiens affichés au général de Gaulle. Les succès de ces mobilisations sont largement évoqués au cours des semaines suivantes dans la presse clandestine. Ils confirment combien l'opinion a basculé en France, se détachant toujours plus du régime de Vichy pour afficher ses soutiens à la France combattante. Les évoquer permet aussi à la Résistance de gagner encore plus en légitimité, et donc d'espérer s'assurer de nouveaux soutiens.

La presse clandestine, de plus en plus lue et diffusée, a indéniablement constitué l'un des facteurs du basculement de l'opinion publique dans une hostilité croissante à Vichy et un soutien de plus en plus répandu au général de Gaulle en 1942. Elle joue également un rôle important dans la dénonciation des rafles de juifs organisées sur tout le territoire au cours de l'été 1942 ou contre les premières réquisitions de travailleurs pour le Reich opérées au cours de l'automne 1942 au titre de la loi du 4 septembre 1942 sur « l'orientation de la

◀ Cliché de plomb ayant servi à imprimer la une du numéro 34 de *Défense de la France* daté du 20 juin 1943.

Dans ce numéro Geneviève de Gaulle, la nièce du général qui a récemment rejoint le mouvement, publie sous le pseudonyme de Gallia une des biographies les plus exhaustives sur le général de Gaulle parue dans la presse clandestine. Ce numéro de *Défense de la France* illustre le changement fondamental dans l'orientation du mouvement qui dès lors ne cessera d'afficher son adhésion au gaullisme.

©Archives nationales/Fonds Alain et Marie-Cécile Rauffaer (72A)

main-d'œuvre ». L'adoption de la loi sur le Service du Travail Obligatoire (STO) en février 1943 marque un nouveau tournant. Par le biais de ses publications clandestines, la Résistance accentue les appels à désobéir, qu'elle avait commencés à développer en 1942 contre la Relève. La France combattante, les MUR, le PCF, les syndicats clandestins... tous unissent leurs efforts. Une « déclaration commune de tous les groupements français de résistance » est adoptée fin février 1943 et diffusée dans tous les journaux de zone Sud afin d'appeler l'ensemble de la société française à se mobiliser pour faire obstacle au STO. Les ouvriers sont encouragés à « multiplier les actions de résistance, sous quelque forme qu'elles se présentent (grèves, démonstrations, etc.) », les fonctionnaires et les patrons à « aider les ouvriers dans leur résistance à la déportation [sic] en sabotant les mesures administratives », les paysans à « accueillir chez eux des ouvriers qui ne veulent pas partir en Allemagne, en leur assurant le gîte et en leur donnant du travail pour assurer leur subsistance ».

Appelant les Français à se mobiliser et à agir contre la collaboration avec l'occupant (notamment en diffusant des listes de noms de collaborateurs ou de traîtres), la presse clandestine permet également d'informer l'opinion des projets de la Résistance pour l'après-guerre. Les journaux font part des réflexions autour des réformes à mettre en œuvre menées au sein des mouvements ou partis dont ils dépendent. Plusieurs titres publient également au cours du printemps 1944 l'intégralité (*Libération Sud*) ou les grandes lignes (*Combat*, *Franc-Tireur*) du programme adopté par le Conseil national de la Résistance en mars 1944. Ces « mesures à adopter à la libération du territoire » définissent un nouveau modèle économique et social.

De la presse clandestine à la presse officielle

Multipliant les appels aux manifestations patriotiques et à l'insurrection, la presse clandestine joue un rôle important lors des événements de l'été 1944 en mobilisant les populations en vue de la Libération. Elle appelle à châtier les collaborateurs. Elle favorise également le retour à l'ordre républicain par ses attaques contre le régime de Vichy, par ses déclarations en faveur de la légitimation des nouveaux pouvoirs issus de la Résistance et par ses appels à l'unité nationale derrière le général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF).

Parce que la plupart des journaux existant avant la guerre s'étaient compromis en acceptant de continuer à paraître sous l'Occupation, la Libération constitue une période de rupture radicale dans l'histoire de la presse. La Résistance n'a eu de cesse d'appeler au cours des « années noires » à la mise en place de mesures à même de favoriser l'émergence d'une presse totalement transparente et indépendante des différents pouvoirs politiques ou financiers. Le 30 septembre 1944, une ordonnance du GPRF définit le nouveau régime de la presse. Sanctionnant



Vente de journaux de la Résistance sur la cannebière à Marseille en août 1944.

© ECPAD

les journaux ayant continué de paraître sous l'Occupation, elle institue un régime d'autorisation préalable et donne au ministre de l'Information le droit de réquisitionner les biens des entreprises défaillantes. Ces dispositions donnent un avantage aux journaux de la Résistance qui peuvent utiliser les imprimeries existantes et prendre la place des anciens titres. À l'exception de quelques titres comme *Le Figaro*, la plupart des grands quotidiens de l'avant-guerre (*Le Temps*, *Le Matin*) disparaissent. À l'inverse, les journaux formés dans la clandestinité jouissent d'un prestige inégalé et s'imposent comme les nouveaux quotidiens du moment. *Franc-Tireur*, *Libération* et *La Voix du Nord* continuent de paraître après la Libération, tout comme *Combat*, rejoint par quelques-unes des plus belles plumes de l'époque comme Albert Camus, figure de « l'écrivain engagé ». *Défense de la France* devient en novembre 1944 *France-soir*. Pour combler le vide laissé par la disparition du grand journal d'information qu'était *Le Temps*, un trio d'anciens résistants, Robert Courtin, Christian Funck-Brentano et Hubert Beuve-Méry fondent, en décembre 1944, *Le Monde*.

Cette presse nouvelle constitue l'un des grands héritages de la Résistance, même si avec le temps la plupart des journaux issus de la période clandestine disparaîtront minés par des divisions internes, des problèmes financiers et la perte progressive de leurs lecteurs. ■

- (1) Claude Bellanger, *La presse clandestine, 1940-1944*, Paris, Armand Colin, 1961.
- (2) Henri Frenay, *La nuit finira, mémoires de Résistance*, Robert Laffont, 1973.
- (3) Christian Pineau, *La simple vérité 1940-1945*, Paris, édition Phalanx, 1983, p.89.
- (4) Cf. Claude Bellanger, *op. cit.*
- (5) Viannay Bollier, *André Bollier « Vélín », artisan héroïque des journaux clandestins (1920-1944)*, éditions du Félin, 2023, 224 p.

Pour en savoir plus

- Claude Bellanger, *Presse clandestine. 1940-1944*, Paris, Armand Colin, 1961, 263 p.
- Viannay Bollier, *André Bollier « Vélín », artisan héroïque des journaux clandestins (1920-1944)*, éditions du Félin, 2023, 224 p.
- Sous le patronage de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, *La presse clandestine 1940-1944*, colloque d'Avignon des 20 et 21 juin 1985, Conseil général du Vaucluse, 1986, 266 p.
- Laurent Douzou, *La désobéissance. Histoire d'un mouvement et d'un journal clandestins : Libération Sud (1940-1944)*, Paris, éditions Odile Jacob, 1995, 480 p.
- Marie Granet et Henri Michel, *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943*, Paris, Presses Universitaires de France, collection Esprit de la Résistance, 1957, 330 p.
- Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de Résistance 1940-1944*, Paris, éditions Flammarion, 1977, 428 p.
- Olivier Wiviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France. 1940-1949*, Paris, Le Seuil, 1995, 487 p.

La numérisation de la presse clandestine

Depuis 2009, un travail de numérisation de la presse clandestine est mené dans le cadre d'une coopération entre la Bibliothèque nationale de France (BnF) et la Fondation de la Résistance. Après avoir numérisé l'ensemble des collections disponibles à la BnF, en 2014 une seconde phase s'est ouverte avec le musée de la Résistance nationale (MRN) à Champigny-sur-Marne, détenteur de la plus importante collection de périodiques clandestins après la BnF. Quelques 250 unicas (titres manquants à la BnF) des collections de ce musée ont alors été numérisés. Toutes ces publications sont consultables sur le site Gallica : <https://gallica.bnf.fr>

De Gaulle vu par la presse clandestine

Par Frantz Malassis et Fabrice Grenard

L'image du général de Gaulle dans la presse clandestine métropolitaine suit les fluctuations des relations entre la France libre et les mouvements de la Résistance intérieure. D'abord, quasi absente des colonnes des journaux de la Résistance, la figure du chef de la France libre s'impose peu à peu après le printemps 1942 lorsque les principaux mouvements le reconnaissent comme leur chef.

Le silence de la presse clandestine

Durant les 18 premiers mois de l'Occupation, soit jusqu'au premier semestre 1942, la presse clandestine est assez silencieuse quant au rôle du général de Gaulle. Ce silence s'explique par différents facteurs. À leurs débuts, les premières organisations clandestines qui se développent en métropole ne considèrent pas forcément le général de Gaulle – qui a fait le choix de l'exil et dont le mouvement dépend totalement d'une puissance étrangère, la Grande-Bretagne – comme légitime pour diriger la Résistance française, qui doit d'abord se développer à l'intérieur du pays. Deux des pionniers de la résistance en zone Sud, François de Menthon et Henri Frenay, sont sur cette position. Les tracts et journaux qu'ils diffusent à partir de la fin 1940 n'évoquent jamais la figure de De Gaulle tout en ménageant celle de Philippe Pétain, dont la volonté de redresser le pays au lendemain de sa défaite dans le cadre de la Révolution nationale est saluée et dont on attend qu'il puisse incarner la « revanche » à laquelle la France doit se préparer. Les premiers journaux clandestins qui paraissent en zone occupée insistent souvent sur le fait qu'ils sont l'œuvre de « vrais Français » refusant de se ranger derrière toute puissance étrangère, qu'il s'agisse de l'Allemagne (comme le fait la presse de Vichy), de l'URSS (comme la presse communiste) ou de la Grande-Bretagne (ce qui implique donc de ne pas soutenir le général de Gaulle). Cette ligne est notamment celle adoptée par *La Vérité Française* qui paraît en septembre 1940 à l'initiative d'un petit groupe de résistants versaillais ou *Défense de la France*, le journal créé par l'étudiant Philippe Viannay et dont le premier numéro paraît en août 1941. Il existe toutefois des exceptions, avec quelques titres qui se placent immédiatement comme des soutiens au chef de la France libre. C'est le cas de *Pantagruel*, dont le premier numéro paraît en octobre 1940. Raymond Deiss y affirme son soutien au chef de la France libre : « *Ralliez-vous moralement au général de Gaulle, qui seul maintient à la face du monde les traditions françaises d'héroïsme et de respect de la parole donnée. Soutenu par le peuple anglais dont le flegme et les résolutions sont légendaires, il vaincra !!* ».

Au cours de l'année 1941, alors que les organisations qui s'adossent aux journaux clandestins, les mouvements, commencent à se développer, certaines évolutions sont perceptibles. La plupart des chefs de mouvements comprennent qu'une aide extérieure leur sera indispensable, pour

obtenir des finances et des armes, et que celle-ci ne pourra venir que de Londres. Mais les contacts entre les différents mouvements naissants de la Résistance intérieure et la France libre sont alors quasi inexistantes. Il n'y a pas en France de représentant accrédité du général de Gaulle auprès des mouvements pas plus que les mouvements n'en ont auprès du chef de la France libre. Par ailleurs, avant d'envisager de le rallier, les résistants ont besoin de garanties au sujet du général de Gaulle ; certains le soupçonnent même de pensées peu démocratiques. De son côté le chef de la France libre n'est pas disposé à fournir son aide sans que ne soit reconnue son autorité. Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que la plupart des feuilles clandestines ne mentionnent pas le général de Gaulle et la France libre.

Le ralliement au gaullisme s'affiche dans la presse clandestine à partir de 1942

Lorsqu'en 1942 s'effectue le ralliement progressif des mouvements au gaullisme, la presse clandestine commence à évoquer le général de Gaulle. Ce basculement s'explique par une sorte de clarification générale, à la fois sur les intentions du chef de la France libre, mais aussi sur la véritable nature de la politique menée par Vichy.

Fin mars 1942, Christian Pineau, fondateur du mouvement Libération-Nord est l'un des premiers résistants de l'intérieur à se rendre à Londres pour rencontrer le général de Gaulle. À cette occasion, il demande au chef de la France libre un texte en mesure de rassurer les résistants de l'intérieur sur ses positions politiques pour l'après-Libération. En effet, jusqu'alors la France libre avait mis en avant le caractère patriotique de son combat mais était toujours resté sur une ligne apolitique. Le 28 avril 1942, Christian Pineau repart pour la France avec une déclaration de De Gaulle aux mouvements de Résistance. Dans cette profession de foi républicaine, le général de Gaulle se positionne implicitement en chef présumé du gouvernement de la Libération.

Cette déclaration est reprise dans la presse clandestine dans les mois qui suivent (*Combat*, *Libération Sud*, *Franc-Tireur*). Ce « message à la Résistance » coïncide avec le début des ralliements de la Résistance intérieure au



Libération Sud n°12 daté du 18 mai 1942 reproduit la première photographie du général de Gaulle diffusée dans la presse clandestine. Cette édition fait ainsi connaître le visage du chef de la France libre dont beaucoup de Français ne connaissent que la voix.

général de Gaulle, affichés dans les organes des mouvements.

Emmanuel d'Astier de la Vigerie annonce le 18 mai 1942 à la une du numéro 12 de *Libération Sud* l'allégeance de son mouvement au général de Gaulle en titrant : « Voici notre chef ». C'est aussi dans ce numéro qu'est reproduite pour la première fois dans la presse clandestine la photographie de De Gaulle faisant ainsi connaître son visage aux Français qui n'étaient familiers qu'avec sa voix.

Dans le même temps, le retour au pouvoir de Pierre Laval en avril 1942 met fin aux dernières illusions au sujet du régime de Vichy, qui s'enfoncent toujours plus dans la collaboration. Pétain ne peut plus apparaître comme un « bouclier » face aux exigences allemandes et ne saurait désormais plus être « l'homme de la revanche ». Cela accélère la rupture avec certains mouvements qui avaient maintenu une certaine ambiguïté à l'égard du « vainqueur de Verdun » depuis 1940 et leur ralliement au général de Gaulle.

À partir du numéro 35 d'octobre 1942, le ralliement de *Combat* au gaullisme s'affiche dans la typographie même de son titre puisqu'une croix de Lorraine est désormais entrelacée au « C » de *Combat*. Dans le numéro 36 de *Combat* daté de novembre 1942, le message est clair : « *Nous appliquerons strictement les ordres du général de Gaulle* ».

D'autres ralliements sont un peu plus tardifs. Le mouvement *Défense de la France* (DF) n'apporte son soutien au général de Gaulle qu'au printemps 1943. Cela coïncide avec l'arrivée de

Geneviève de Gaulle, nièce du général et étudiante à la Sorbonne, au sein de son comité directeur⁽¹⁾.

L'autre ralliement tardif au gaullisme est celui du parti communiste qui n'adhère à la France combattante qu'en janvier 1943. Néanmoins, *L'Humanité clandestine* n°171 du 17 juillet 1942 évoque déjà le passage en revue des troupes de la France combattante par le général de Gaulle le 14 juillet à Londres, une manière indirecte de reconnaître la légitimité de l'homme du 18 juin.

Malgré cette adhésion affichée au gaullisme dans la presse clandestine à destination des militants, de nombreux responsables de mouvements auront encore des difficultés avec ce qu'Henri Frenay ressent comme la « mise en tutelle » de la Résistance intérieure par de Gaulle. La presse

clandestine n'en relayera pas moins toujours par la suite les mots d'ordre qui affichent l'union de la France libre et de la Résistance intérieure comme lors des manifestations du 1^{er} mai 1942 ou du 14 juillet 1942.

Au printemps 1944, lors de diffusion du programme du Conseil national de la Résistance, les faits sont entendus : la presse clandestine affirme clairement la légitimité politique du général de Gaulle amené à former à la Libération un gouvernement provisoire et à rétablir la République.

Pour le général de Gaulle, ce ralliement progressif à sa personne est important. La presse clandestine incarne une variété de courants de pensées, et est une voix du peuple français qui

continue de se battre. La reconnaissance de son autorité par celle-ci lui confère une légitimité. Elle est donc systématiquement exploitée dans les publications de la propagande gaulliste. Maurice Schumann (ou de Gaulle lui-même) dans son émission diffusée à la BBC « Les Français parlent aux Français » cite et analyse régulièrement la presse clandestine. ■

(1) Seule femme à écrire dans *Defense de la France*, elle rédige deux articles afin de convaincre les militants de l'importance de rallier le général de Gaulle : « Charles de Gaulle » (n° 34 du 20 juin 1943) et « De Gaulle et l'indépendance française » (n° 35 du 5 juillet 1943).

La ronéo, un duplicateur adapté au combat clandestin

Par Frantz Malassis

Dès les premières heures de l'Occupation, des résistants rédigent des papillons, des tracts et des journaux clandestins qui sont autant de supports permettant de lutter contre la propagande allemande et vichyste. Pour ces pionniers, la tâche est compliquée du fait de la pénurie de papier et d'encre qui s'installe dès l'automne 1940, du contrôle très strict des moyens de reproduction exercé par les autorités mais surtout de la répression qui s'abat très tôt sur les auteurs de feuilles clandestines.

La ronéo est une machine à polycopier très appréciée par les résistants et les résistantes car elle présente de nombreux avantages pour le combat clandestin. Peu encombrante, on peut la dissimuler facilement. Sa prise en main et son usage ne nécessitent pas de connaissances techniques particulières. Elle offre une large gamme d'expression puisqu'elle permet de reproduire des textes dactylographiés, des têtes tracées à la main, mais aussi des dessins et des cartes. Très rustique et mobile, elle peut être transportée sur une bicyclette et ne nécessite pas d'alimentation électrique pour fonctionner. Elle est beaucoup moins bruyante qu'une machine d'imprimerie, même la plus modeste. De plus, c'est un matériel de reproduction de bureau que l'on trouve à l'époque dans les entreprises, les mairies, les paroisses mais aussi dans les associations de jeunesse comme les scouts et avant la guerre dans les syndicats pour réaliser des tracts ou des bulletins.

Dès le 17 juin 1940, Edmond Michelet imprime à l'aide d'une ronéo de l'imprimerie de Frédéric Malaure le premier tract d'appel à la résistance qui sera distribué de façon confidentielle dans des boîtes aux lettres de Brive-la-Gaillarde (Corrèze) courant juin. Après l'armistice, avant qu'il ne soit obligatoire de déclarer aux autorités les ronéos, beaucoup d'anciens syndicalistes ou de militants politiques qui en possédaient les dissimulèrent. C'est le cas de Georges Guingouin, ancien responsable de la section du Parti communiste à Eymoutiers (Haute-Vienne) qui à

l'aide de sa ronéo diffusera ses premiers tracts en 1940 alors que le parti communiste est interdit.

Pour reproduire des tracts ou des journaux clandestins avec une ronéo, il faut au préalable réaliser une matrice appelée *stencil* (mot anglais qui signifie « pochoir »). C'est une feuille fine et très résistante que l'on vient micro-perforer de deux manières différentes. Pour obtenir des textes dactylographiés on utilise une machine à écrire dont on a ôté le ruban encreur afin que les caractères métalliques viennent directement frapper le *stencil*. Pour réaliser des têtes, des cartes et des dessins on emploie un stylet tandis que la feuille est placée sur une plaque métallique. La matrice obtenue est ensuite placée en miroir sur le tambour rotatif de la ronéo imbibé d'encre. À l'aide d'une manivelle, l'opérateur vient presser la matrice contre la feuille de tirage. L'encre grasse de type imprimerie traverse alors le *stencil* au niveau des perforations pour s'imprimer sur la feuille de tirage. Avec cette technique le nombre de copies dépasse rarement les 200 exemplaires.

Jusqu'en 1943, la presse clandestine est davantage ronéotée qu'imprimée. Il faut attendre 1944 pour que cette proportion s'inverse dès lors que certains titres augmentent considérablement leur tirage. Néanmoins, la presse ronéotée reste très abondante, car l'emploi de cette technique pose moins de problèmes de logistique et de sécurité. De plus, ce mode d'impression convient parfaitement aux petits tirages des feuilles locales ou spécialisées que l'on trouve surtout dans la contre-propagande communiste. ■



▲ L'imprimerie ronéo Gestetner (60 x 80 x 120 cm)

Georges Guingouin imprimant des tracts à l'aide d'une ronéo (reconstitution réalisée à la Libération). ▼



© Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne (AAMRN)

© Musée de la Résistance, Ville de Limoges

L'exemple de Défense de la France

Par Fabrice Grenard et Frantz Malassis

Défense de la France (DF) est l'illustration parfaite de la façon dont la réalisation d'un journal clandestin par un noyau de résistants entraîne la création d'un mouvement de Résistance. Né de l'initiative d'un groupe d'étudiants parisiens qui formulent l'idée d'un journal dès l'automne 1940, le premier numéro de *Défense de la France* paraît en août 1941. La nécessité de diffuser le journal et de trouver des relais en région parisienne mais aussi en province amène la mise en place d'un mouvement structuré et organisé sur l'ensemble du territoire, qui élargit également ses activités au-delà de la seule contre-propagande au fur à mesure que le contexte évolue, à la fois sur le plan national et international, avec notamment un atelier de faux papiers.

Naissance d'un journal

À la rentrée d'octobre 1940, Philippe Viannay débute à la Sorbonne son année de préparation à l'agrégation de philosophie. Farouchement opposé à la défaite après s'être brillamment battu en mai-juin 1940, il fait part à l'une de ses connaissances de sa volonté d'agir, le patron d'une Compagnie de gaz et d'électricité, Marcel Lebon. Marcel Lebon a vécu l'occupation allemande dans le Nord-Pas-de-Calais lors de la Grande Guerre. Se souvenant de la diffusion clandestine de la *Libre Belgique*, il suggère à son jeune protégé de créer un journal. Surtout, il promet de lui apporter une aide technique et financière.

Philippe Viannay évoque son projet avec quelques camarades. Robert Salmon, qu'il a connu en khâgne à Louis-le-Grand, et Hélène Morkdovitch, bibliothécaire au laboratoire de géographie physique, de la Sorbonne. Philippe Viannay et Hélène Morkdovitch se marieront en 1942.

Tiré à 3 000 exemplaires, le premier numéro du journal *Défense de la France* paraît au cours de l'été 1941. Comme il l'avait promis, l'entrepreneur Marcel Lebon apporte une aide indispensable sur le plan financier et technique. Sa société acquiert en son nom au printemps 1941 le matériel nécessaire, dont une Rotaprint pour faire de la petite imprimerie. La machine est baptisée « Simone » par les membres de l'organisation⁽¹⁾.

Les imprimeries indépendantes de Défense de la France

En effet, par souci d'indépendance à l'égard des imprimeurs professionnels, Philippe Viannay souhaite disposer d'infrastructures autonomes pour l'impression du journal (atelier typographique, imprimerie), ceci pour des raisons de sécurité mais aussi pour que le journal paraisse régulièrement – ce qui ne pouvait être le cas en ayant recours à des imprimeurs professionnels alors très surveillés.

La Rotaprint fournie par Marcel Lebon continue de servir à l'impression des numéros suivants de *Défense de la France*. Ce matériel de reproduction de bureau assez compact ne nécessite pas de compétences techniques particulières si ce n'est de savoir taper à la machine à écrire pour réaliser les *stencils* en aluminium qui servent de matrices. Régulièrement déplacée dans Paris et sa proche banlieue pour éviter qu'elle ne soit repérée, la machine est installée dans les caves de la Sorbonne jusqu'en septembre 1942. Cependant, si elle permet un plus fort tirage que la ronéo, la qualité d'impression reste rudimentaire.

Début 1943, pour améliorer la qualité et la vitesse d'impression de son journal tout en augmentant son tirage de manière importante, *Défense de la France* s'équipe de machines professionnelles. Jacques Grou-

Radenez, imprimeur installé rue de Sèvres à Paris, et Alain Radiguer, gérant de la fonderie Caslon et d'une entreprise qui commercialise des machines d'imprimerie rue Sainte Cécile à Paris, apportent toute leur aide pour trouver le matériel nécessaire. Malgré le contrôle de ces moyens de reproduction par les autorités, ils réussissent à doter le mouvement d'une grande quantité de matériel d'imprimerie comme des clichés, des caractères typographiques mais surtout deux presses : une Crafftmann et une Teisch tandis que par un autre canal, DF se procure une presse Phénix. De plus, ils utilisent leurs relations professionnelles pour obtenir le papier et l'encre nécessaire au tirage du journal. Les presses sont disséminées dans des lieux sûrs et discrets dans Paris et sa banlieue. Ainsi, la presse Teisch est installée dans le local des expéditions des établissements Lardodière à Aubervilliers. En dehors des temps de tirage, cette presse de 6 tonnes est camouflée sous une énorme caisse d'expédition manœuvrée grâce à un système de poulies, sans que les Allemands qui contrôlent cette usine ne s'en aperçoivent.

L'arrivée de ces presses d'imprimerie modernes oblige *Défense de la France* à de profondes transformations. L'emploi de ces machines demande l'acquisition d'un savoir-faire très technique : la typographie. Cela consiste à composer la matrice en miroir (composition typographique) d'un texte à imprimer à l'aide de caractères mobiles en plomb. Certains membres de l'équipe du journal sont initiés à la typographie par Grou-Radenez et Alain Radiguer, dont Charlotte Nadel qui monte de toutes pièces les différents ateliers de composition du journal lesquels sont séparés des lieux d'impression pour des questions de sécurité.

Cette évolution permet à *Défense de la France* de connaître des tirages en constante augmentation passant de 10 à 30 000 exemplaires par numéro en 1942 à environ 120 000 en 1943 pour atteindre 450 000 exemplaires le 15 janvier 1944, en incluant le tirage de la zone Sud. Un record pour la presse de la Résistance française. ■

(1) Ce surnom permettait aux membres de l'organisation de coder les rendez-vous à travers des formules comme « Tu vas chez Simone », « retrouvons-nous chez Simone ».

Coll. Fondation de la Résistance/photo Défense de la France



Charlotte Nadel et Alain Radiguer travaillent, à partir de caractères typographiques mobiles, à la composition du journal *Défense de la France* dans l'atelier clandestin de la rue Sainte Cécile à Paris. Charlotte Nadel, après avoir été formée à la typographie, monte de toutes pièces les différents ateliers de composition du journal édité par le mouvement Défense de la France (DF). Assurant la responsabilité de ces ateliers jusqu'à la Libération, elle y forme à son tour des membres de DF au métier d'imprimeur-typographe.

Coll. Fondation de la Résistance/photo Défense de la France



Début 1943, pour améliorer la qualité et le tirage de son journal, le mouvement Défense de la France acquiert des machines professionnelles. Cette presse encombrante Teisch est installée dans le local des expéditions des établissements Lardodière à Aubervilliers. En dehors des temps de tirage, elle est camouflée sous une énorme caisse d'expédition manœuvrée grâce à un système de poulies.

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

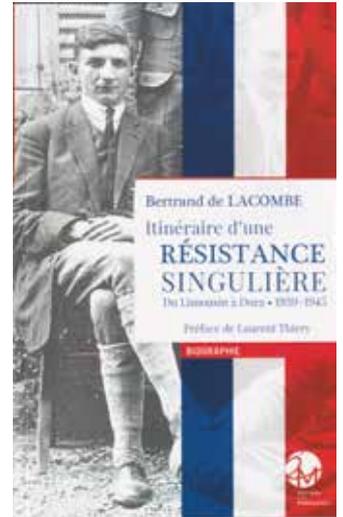
Itinéraire d'une résistance singulière. Du Limousin à Dora 1939-1945.
Bertrand de Lacombe.
Paris, éditions Les Monédières,
2024, 203 p., 21 €.

Dans cet ouvrage, Bertrand de Lacombe met en lumière le parcours singulier de son grand-père Charles Mercier de Lacombe, résistant déporté à Dora sous le matricule 40 829 et mort tragiquement lors de l'évacuation à Ravensbrück en avril 1945. Soldat lors de la campagne de 1940, fait prisonnier mais rapidement évadé, Charles Mercier de Lacombe choisit de réintégrer sa corporation en devenant chauffeur au Bureau des menées antinationales (BMA) de la 13^e division militaire de Clermont-Ferrand. Comme pour beaucoup de ses collègues, il s'agit d'une couverture lui permettant de poursuivre le combat contre l'occupant. Dès 1942, il intègre le réseau de résistance et de renseignement SSMF-Tr et se charge plus particulièrement

de convoier des résistants ou des volontaires en partance vers Londres *via* l'Espagne. Il fournit également beaucoup de renseignements sur les activités de l'ennemi. Arrêté et accusé d'espionnage, il connaît le triste lot de milliers de résistants. Interné et torturé à Limoges, puis Compiègne-Royallieu, il est déporté, le 17 janvier 1944 au camp de Buchenwald dans un convoi de 2 000 hommes. Charles Mercier de Lacombe est envoyé comme main-d'œuvre esclave pour alimenter l'usine souterraine de Dora. Les nazis y font travailler dans des conditions inhumaines des milliers d'hommes, originaires de toute l'Europe, chargés du montage des fusées A4-V2. Ces dernières, mises au point par le scientifique nazi Wernher von Braun, constitueront la matrice à tous les lanceurs de l'après-guerre. Tous les déportés doivent alors vivre, dormir et travailler dans les galeries souterraines

froides et humides. Le destin singulier de Charles Mercier de Lacombe s'inscrit parmi ceux des 9 000 déportés de France à Dora identifiés.

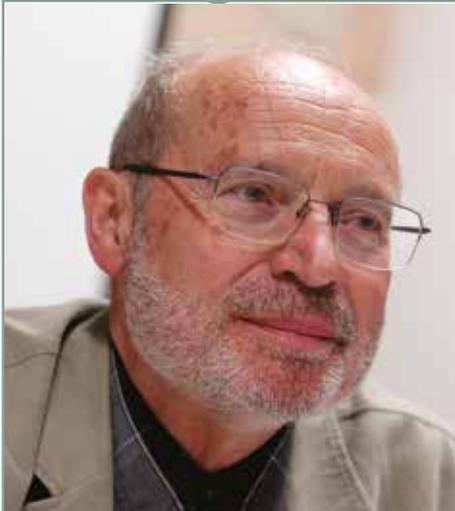
Près de 80 ans après ces drames, l'ouvrage de Bertrand de Lacombe incarne l'échec de la volonté des nazis de faire disparaître ces hommes ainsi que leurs idées. Un parcours exemplaire marqué par le courage et le sacrifice suprême pour des valeurs. Issu d'une famille de la bourgeoisie catholique limousine comptant de nombreux militaires, nanti d'un cousin germain parmi les chantres de la collaboration politique de Vichy en la personne de Fernand de Brinon, Charles Mercier de Lacombe aurait pu céder aux sirènes de la trahison et de la collaboration. En s'engageant dans la Résistance, il a choisi la voie de l'honneur. Au-delà du parcours résistant, le livre de Bertrand de Lacombe est une nouvelle pierre à la transmission



de l'histoire peu connue du camp de Dora qui incarne la page la plus sombre de la grande épopée spatiale mondiale de l'après-guerre. Un ouvrage qui nous renvoie à la maxime de Rabelais selon laquelle science sans conscience n'est que ruine de l'âme. ●

Laurent Thiery

Hommage



François Marcot (1947-2024)

lieu à de nombreux articles et à deux livres : *La Résistance dans le Jura* (1985, en collaboration avec Angèle Baud) et *Les voix de la Résistance. Tracts et journaux clandestins francs-comtois* (1989). Historien reconnu de la Résistance, il s'est attaché ensuite à l'étude des maquis et à leurs relations avec la population, dirigeant notamment l'un des six colloques sur « la Résistance et les Français » qui ont renouvelé l'historiographie dans les années 1990 : *Lutte armée et maquis* (1995).

À partir des années 2000, François Marcot s'est considérablement impliqué dans les activités scientifiques du Comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance, dont il était un des membres fondateurs. Au premier chef, il convient de rappeler que c'est sous sa direction qu'a été élaboré, avec le soutien intellectuel et financier de la Fondation, le *Dictionnaire historique de la Résistance*, publié en 2006 chez Robert Laffont. Cette somme rassemblait 114 auteurs, dont les responsables scientifiques des colloques de la décennie précédente.

Infatigable animateur d'initiatives collectives, François Marcot a durant cette

nouvelle période, organisé à Besançon et co-dirigé trois colloques importants par leur approche comparative, les deux derniers en association avec la Fondation : *Les résistances, miroir des régimes d'oppression. Allemagne, France, Italie* (2003), *Écrire sous l'Occupation. France, Belgique, Pologne* (2009) et *Les comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande. Historiographie, normes, prismes. 1940-1945* (2012).

Ses nombreuses publications personnelles étaient marquées par une triple préoccupation : l'administration de la preuve scientifique, la clarté pédagogique de l'écriture et la restitution de la singularité de l'engagement extrême que représente la Résistance. Un des meilleurs exemples en est donné par les études qu'il consacra au vocabulaire des résistants, en particulier sa longue et belle préface au recueil des dernières lettres de fusillés rassemblées par Guy Krivopissko – lui aussi décédé récemment – et publié en 2003 sous le titre *La vie à en mourir. Lettres de fusillés 1941-1944*.

François Marcot est décédé à Besançon le 30 juillet 2024. ●

Bruno Leroux

L'activité des Amis de la Fondation de la Résistance à Paris et en régions

Durant le semestre écoulé, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a poursuivi ses activités culturelles et mémorielles.

Une table ronde sur le thème « Un ancêtre résistant, retracer son parcours, le transmettre »

Le 16 mai, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a organisé une table ronde avec des auteurs ayant pour points communs d'avoir rédigé un ouvrage ou une bande dessinée sur un ancêtre résistant et de l'avoir présenté lors de notre salon du livre résistant en décembre dernier.

Abordant successivement la découverte d'un ancêtre résistant, la recherche de son parcours et enfin le travail d'écriture et de dessin, Benoît Colin, Catherine Jacquin-Bacos, Simon Louvet, Pierre Lubeck, Marie-José Masconi et le dessinateur Remedium ont partagé avec l'auditoire leur expérience.

Découverte fortuite, volonté de reconstitution d'un parcours ou de réparation, des motivations multiples les ont conduits à mener des recherches poussées auprès des témoins et dans les services d'archives. C'est ensuite la volonté de faire œuvre de mémoire, de partager, de transmettre ou de conduire une action pédagogique qui les a décidés à publier.



Les auteurs présentent leurs ouvrages en compagnie de Maurice Bleicher (à gauche).

Une conférence et une exposition sur les objets de la Résistance

Le 4 juillet, nous avons accueilli Frantz Malassis, chef du département documentation et publications de la Fondation de la Résistance, qui nous a présenté son ouvrage *Histoire d'objets de la Résistance*.

Abordant certaines actions accomplies par les résistants (alerter l'opinion, se déplacer, s'armer, se cacher, se reconnaître) et la façon dont ils tentaient de se prémunir de la répression, Frantz Malassis a présenté l'histoire et l'usage fait par les résistants de certains objets emblématiques comme la ronéo, la bicyclette, les armes parachutées par les Alliés, les faux-papiers... Cette succession d'histoires d'objets a permis au public d'appréhender en filigrane la réalité de la lutte clandestine dans sa dimension anthropologique.

En complément de cette conférence, une exposition préparée par le conférencier et Maurice Bleicher a permis au public de découvrir certains de ces objets : plomb

d'imprimerie du journal *Défense de la France*, poste récepteur radio MCR1, brassards, carte d'évasion...



De gauche à droite : Frantz Malassis et Maurice Bleicher. Une présentation d'objets relatifs à la Résistance complétait la conférence.

Journée nationale de la Résistance

C'est aux côtés des représentants de la Fondation de la Résistance que nous avons participé à la commémoration de la Journée nationale de la Résistance le 27 mai à Paris. Nous avons pris part à la cérémonie au monument Jean Moulin avant d'assister au ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe.

Cérémonies dans le Morbihan

Les 5 et 18 juin, Maud Delattre et Robin Renoult, lauréats départementaux du CNRD pour le Morbihan, ont eu l'honneur de participer à la cérémonie au mémorial des SAS à Plumelec et à la commémoration de l'Appel du 18 juin à Vannes.

Le 14 août, lors d'une commémoration à l'Île-aux-Moines, une stèle a été dévoilée sur le port en hommage aux deux pilotes de la *Royal Air Force*, Alec Cook et Stanley Pyrah, morts dans le crash de leur avion le 14 août 1944.

Cinq *Stolpersteine*, ou pavés dorés de la mémoire, ont ensuite été dévoilés en hommage à cinq Iliens déportés, Violette et Lise Kwass, Henri Marx et Isidore Cohen, arrêtés sur l'île le 20 mars 1943, ainsi qu'au résistant Aimé Le Boulter.

Natif de l'Île-aux-Moines, membre du réseau de renseignements des PTT, Aimé Le Boulter



De gauche à droite, Maud Delattre, Pierre Oillo (président des Amis de la Fondation de la France libre du Morbihan), Patricia Arzel-Mazet (déléguée de Mémoire et Espoirs de la Résistance) et Robin Renoult.

est arrêté à Bron le 17 juillet 1944. Déporté le 11 août, il meurt le 1^{er} octobre à Dautmergen, camp satellite de Natzweiler-Struthof.

Après avoir effectué des recherches aux Archives départementales, des élèves du collège de Rhuy à Sarzeau ont préparé avec leurs professeurs, Patricia Arzel-Mazet et Laure Gouzy, une exposition sur la vie des cinq déportés, présentée sur le port de l'île pour que les visiteurs n'oublient pas ce passé tragique.

Les activités de l'AERIA

En mai, notre partenaire l'Association pour des études sur la Résistance intérieure des Alsaciens (AERIA) présentait son exposition itinérante « La Résistance des Alsaciens » dans un lycée de Strasbourg. Le mois suivant, on pouvait la découvrir dans la commune de Oberhausbergen où elle était accompagnée d'une conférence sur les résistantes alsaciennes et lorraines.



Des randonneurs devant l'entrée du camp de concentration de Natzweiler-Struthof.

Cet été, trois bénévoles de l'AERIA, ont mené des marcheurs à la découverte du camp de concentration de Natzweiler-Struthof.

François Le Normand, Jean-Louis Biersohn et Marie Goerg-Lieby ont présenté la gare de Rothau où arrivèrent une partie des 52 000 déportés de toute l'Europe, la chambre à gaz où trouvèrent notamment la mort 86 déportés juifs, la sablière où furent exécutés quelque 400 résistants dont 17 jeunes Alsaciens, la villa du commandant, le camp lui-même, la nécropole et la carrière de granit rose où travaillèrent dans des conditions inhumaines des milliers de déportés. ●

Maurice Bleicher

Adhésion :

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance

Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18 place Duplex – 75015 Paris

Courriel : contact@memoresist.org

site internet : www.memoresist.org

Page Facebook :

www.facebook.com/Memoresistance

Tél. : 01 45 66 92 32

L'implication de la Fondation dans le 80^e anniversaire des débarquements et de la Libération

Depuis le début de l'année 2024, la Fondation de la Résistance s'est largement associée aux différentes commémorations et manifestations développées dans le cadre des célébrations du 80^e anniversaire des débarquements et de la Libération de la France. La Fondation est partenaire du groupement d'intérêt public (GIP) de la « Mission du 80^e anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire ». Claire Andrieu, présidente du comité historique et pédagogique de la Fondation, est vice-présidente du conseil scientifique du GIP. Au sein de l'académie de Paris, Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard ont participé au comité présidé par l'IA-IPR Olivier Dautresme chargé de labelliser pour le compte du GIP les travaux proposés par les enseignants en lien avec le 80^e anniversaire. Le président Gilles Pierre Levy et le directeur général Jean-François Trefflé ont représenté la Fondation lors des grandes cérémonies de commémorations organisées à l'occasion du 80^e anniversaire du maquis des Glières, du débarquement de Normandie, du débarquement de Provence, de la libération de Paris et ont également participé à des événements plus locaux comme l'inauguration du nouveau monument à la Résistance à Vichy dans le cadre des 80 ans de la Libération de la ville (voir encadré).

Conférences

L'équipe de la Fondation de la Résistance s'est mobilisée pour proposer dans toute la France une série de conférences consacrées aux événements de l'année 1944. Des conférences ont ainsi été données sur le **programme du Conseil national de la Résistance** à l'occasion du 80^e anniversaire de son adoption à Toulouse (intervention de Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard au musée de la Résistance et de la Déportation de Haute-Garonne le 14 mars 2024), à Périgueux (Fabrice Grenard, le 15 juin), à Caluire (Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard, le 23 mai) au Centre Jean Moulin à Fleury-Mérogis (Frantz Malassis le 31 mai 2024). Aux archives départementales du Rhône à Lyon, Fabrice Grenard est également revenu sur le rôle de Jean Moulin dans la création du CNR lors d'une conférence organisée par l'Association des Professeurs d'Histoire-géographie (APHG) le 19 juin.

Au cours de la semaine du 27 mai, Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon ont participé aux différentes manifestations proposées en Haute-Savoie dans le cadre du 80^e anniversaire de la Libération du département par la préfecture et le Conseil départemental et ont proposé deux conférences à Annecy sur le **Conseil national de la Résistance et le rôle de la Résistance dans la Libération du territoire**.

Alors que la Fondation co-organisait le 1^{er} juin une cérémonie autour du *Normandy French Résistance Monument* avec la commune de Sainte-Marie-du-Mont (Manche), à laquelle



Photo Frantz Malassis

Le 1^{er} juin 2024 à Sainte-Marie-du-Mont (Manche) François-Xavier Mattéoli prononce son allocution devant un large public. Affiche du salon du livre de Sainte-Mère-Église (Manche)

a participé François-Xavier Mattéoli, président de l'association des amis de la Fondation de la Résistance, Frantz Malassis donnait à cette occasion une conférence portant sur **l'histoire des photographies de la Résistance intérieure** au musée du débarquement d'Utah Beach. Le lendemain, il était invité au salon du livre de Sainte-Mère-Église pour présenter les publications de la Fondation de la Résistance.

Laurent Thiery est pour sa part intervenu à Luché-Pringé (Sarthe) le 4 mai 2024 pour une conférence prononcée à l'occasion de l'inauguration de l'exposition « **Le camp de concentration nazi de Mittelbau-Dora : la page la plus sombre de l'histoire de la conquête spatiale** » puis le 15 juin à Châteauneuf-sur-Loire (Loiret) sur **l'épopée du « groupe Manouchian » (1943-1945)** et enfin à Chasseneuil le 19 juin 2024 pour une conférence consacrée aux **dernières déportations et à la fin du système concentrationnaire nazi**.

Notons enfin que les différentes conférences et tables rondes proposées par la Fondation de la Résistance aux Rendez-vous de l'histoire de Blois, qui se tiendront du 9 au 13 octobre 2024, porteront sur les événements de la Libération avec notamment un atelier pédagogique consacré à **la libération des villes françaises en août 1944** à partir de trois exemples (Paris, Marseille, Limoges).

Expositions

Dans la continuité des expositions consacrées ces dernières années au rôle des femmes dans la Résistance ou au Conseil national de la Résistance, la Fondation a travaillé en 2024 sur la réalisation d'une nouvelle exposition sur panneaux scolaires et les institutions culturelles (musées, médiathèques, centres publics d'archives) portant sur **le rôle de la Résistance dans la libération du territoire**. Présentée pour la première fois au musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Haute-Garonne à Toulouse le 12 juin dernier, cette exposition, fera l'objet d'une inauguration officielle à Paris au lycée Molière le 26 septembre.

Elle est ensuite amenée à circuler dans toute la France.

Par ailleurs, depuis le 15 août 2024, une nouvelle exposition virtuelle est disponible sur le Musée de la Résistance en ligne (museedelaresistanceenligne.org) consacrée aux **Mémoriaux de la Libération en PACA**. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur compte de nombreux mémoriaux ayant trait à la Libération. Ils se réfèrent aux opérations militaires liées au débarquement en Provence du 15 août 1944 et à l'action de la Résistance pour l'aide apportée aux troupes alliées. L'équipe d'historiens du MUREL-PACA a pris le parti d'y ajouter les mémoriaux des maquis de juin 1944 qui, par leurs actions, démarrent les combats de libération. Ce sont ces mémoriaux que cette exposition recense et analyse dans le contexte des événements, de l'origine des victimes et de la construction de ces mémoires singulières. De nombreuses photographies actuelles et des documents d'archives complètent les synthèses historiques et descriptives. Le site sera régulièrement enrichi des nouvelles recherches effectuées par l'équipe du MUREL-PACA.



© Fondation de la Résistance

Visuel de l'exposition PACA du Musée de la Résistance en ligne.

Activités pédagogiques

De nombreuses interventions dans les établissements scolaires réalisées par l'équipe de la Fondation ont porté cette année sur les événements de l'année 1944 et de la Libération. Les 7 et 8 mars, Raphaëlle Bellon est intervenue au collège des Bruyères (académie de Versailles) pour un atelier pédagogique autour de **Missak et Mélinée Manouchian**. Le 18 mars 2024, la Fondation est intervenue auprès des élèves du lycée professionnel Edouard Vaillant de Saint-Junien (académie de Limoges) pour un atelier pédagogique animé par Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon sur la **Libération de la France et du Limousin**. Fabrice Grenard est également intervenu pour évoquer **le rôle de la Résistance dans la libération de la France** à Châteauneuf-la-Forêt devant les élèves de 3^e du collège de la commune.

Le travail en commun mené par la Fondation de la Résistance et l'INA pour la réalisation de parcours pédagogiques destinés à être publiés sur le site lumni se poursuit. Après ceux consacrés au Conseil national de la Résistance et à Jean Moulin réalisés en 2023, Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard ont travaillé sur de nouveaux exemples en 2024 consacrés aux événements de 1944 (avec des parcours portant sur **Missak et Mélinée Manouchian**, le **maquis des Glières**, la **Libération de la France**). Ces parcours peuvent être utilisés par les enseignants et enseignantes pour préparer leurs cours et leur servir de support pédagogique. Ils rencontrent toujours un gros succès et sont très consultés.

La Fondation de la Résistance est enfin très mobilisée, pour l'année scolaire 2024-2025, dans



Le 12 juin 2024, au musée de la Résistance et de la Déportation de Haute-Garonne à Toulouse, Fabrice Grenard intervient lors de la journée d'études consacrée à la Libération du midi Toulousain. À ses côtés, se trouve Élerika Leroy historienne du pôle mémoire du musée.

Photo Jean-François Treffel

la préparation de la nouvelle session du CNRD qui aura comme intitulé « **libérer et refonder la France, 1943-1945** ». L'équipe de la Fondation a notamment participé à la rédaction de la brochure nationale du concours qui est portée par la Fondation de la France libre et la Fondation Charles de Gaulle.

Colloques et journées d'études

Deux manifestations scientifiques ont enfin été organisées par la Fondation de la Résistance en lien avec les commémorations du 80^e anniversaire de la Libération.

La première s'est tenue le 12 juin 2024 au musée de la Résistance et de la Déportation de Haute-Garonne à Toulouse sous la forme d'une **journée d'études consacrée à la Libération**

du midi Toulousain avec la participation de Jean-Marie Guillon (professeur émérite à l'Université Aix-Marseille), Fabrice Grenard (Fondation de la Résistance), Élerika Leroy (historienne du pôle mémoire du Musée de la Résistance et de la Déportation de Haute-Garonne), Jean Micoud (président de l'amicale du Maquis de Saint-Lys), Valérie Pietravalle (professeur d'histoire au lycée Barral à Castres), Rocio Negrette Pena (historienne à l'Université de Zaragoza) et Jacques Cantier (professeur, université de Toulouse).

La seconde manifestation se déroulera sous la forme d'un grand colloque co-organisé avec la Fondation de la France libre, intitulé « **La Rencontre : la France libre, la France et la Résistance intérieure du débarquement allié en Normandie à l'été 1945** ». Ce colloque qui se tiendra au musée de l'Armée (Paris) les 21 et 22 novembre 2024 aura pour objectif d'envisager la façon dont se déroule le retour en France métropolitaine des Français libres à partir de juin 1944 et les rapports entretenus à la fois avec les résistants de l'intérieur mais aussi les Français de façon générale. Il s'agira notamment de questionner les différents problèmes politiques, militaires et sociaux posés par la rencontre entre les deux résistances françaises, celle de l'extérieur et celle de l'intérieur. Le programme de ce colloque, qui a reçu le label du GIP de la « Mission du 80^e anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire » est en cours de finalisation et sera bientôt mis en ligne. ●

FG

Inauguration du monument de la Résistance à Vichy

Le 26 septembre dernier, Gilles Pierre Levy et Jean-François Treffel, respectivement président et directeur général de la Fondation de la Résistance, ont participé à l'inauguration du monument en hommage à la Résistance à l'occasion des 80 ans de la Libération de Vichy. Elle réunissait de nombreuses personnalités autour de Frédéric Aguilera, maire de Vichy et de Pascale Trimbach, préfète de l'Allier.

Cette cérémonie est l'expression d'un partenariat entre la Fondation et la mairie de Vichy signé en janvier dernier. Dans ce cadre, la Fondation a participé au choix de ce monument parmi plusieurs candidatures. Le monument retenu est l'œuvre du couple d'artistes vichyssois Marion et Patrick François.

L'œuvre, ayant une portée universelle de par ses choix figuratifs (« *des mains d'hommes et de femmes, puissamment liées par un geste de fraternité*⁽¹⁾ »), la Fondation a souhaité bien l'inscrire dans le temps historique de la Seconde Guerre mondiale en y ajoutant une plaque qui rappelle le sens de ce lieu de Mémoire. La Fondation a donc participé à la rédaction du texte de cette plaque : « *La Résistance française dans toute sa diversité a incarné le refus de la défaite, de l'occupation et de la collaboration. À Londres, le général de Gaulle crée la France libre. En France, des organisations clandestines sont constituées. La Résistance unifiée en 1943, participe aux combats de la Libération en 1944. Le courage et le sacrifice des résistants et des résistantes, dont une part importante n'a pas survécu, a permis à la France de figurer dans le camp des vainqueurs en 1945.* ».

Dans son allocution Gilles Pierre Levy a salué le travail de mémoire engagé par la municipalité de Vichy sur la Seconde Guerre mondiale en ne limitant pas l'histoire de la ville au cours de la période à la seule présence de l'État français et en évoquant aussi la Résistance. Il a rappelé que « si



Le 26 août 2024 à Vichy (Allier) s'est déroulée l'inauguration du nouveau monument à la Résistance dans le cadre des 80 ans de la Libération de Vichy. Vue de l'œuvre due aux artistes vichyssois Marion et Patrick François. Allocution de Gilles-Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance

Photo Jean-François Treffel

la ville de Vichy a servi de capitale à l'État français, elle a aussi été le foyer de nombreuses organisations clandestines dont la plus connue est peut-être le réseau Alliance. » Ainsi, durant la matinée précédant l'inauguration de ce monument, ce ne sont pas moins de sept plaques de rues et d'allées qui ont été dévoilées, honorant la mémoire de huit résistantes et résistants vichyssois tandis que le nom de Georges Mandel, assassiné par la Milice en 1944, était donné à un square de la ville. ●

FM

(1) Note d'intention des artistes.